



Les grands titres:

- Soudan du Sud : les pourparlers de paix s'enlisent par manque de volonté politique, selon l'ONU
- L'OMS lance un appel de fonds d'un milliard de dollars pour aider quatre pays en crise
- Yémen : l'ONU reconduit pour un an les sanctions contre les ennemis de la paix dans le pays
- Iraq : l'ONU s'inquiète du sort des familles de déplacés
- Une nouvelle technique de séchage du poisson améliore les revenus des Ivoiriennes, selon l'ONU
- Nucléaire iranien : l'AIEA souhaite renforcer son dialogue avec l'Iran
- Après d'un dirigeant ukrainien, Ban Ki-moon prône la mise en œuvre des accords de cessez-le-feu
- Centrafrique : un regain de violence provoque de nouveaux déplacements, selon l'ONU
- Ukraine : l'ONU lance un plan de réponse humanitaire d'urgence de 316 millions

Soudan du Sud : les pourparlers de paix s'enlisent par manque de volonté politique, selon l'ONU



24 février - Alors que la situation humanitaire au Soudan du Sud se détériore sur fond de climat sécuritaire instable, la persistance de tensions entre factions rivales risque de plonger le pays dans un nouveau cycle de violence, ont mis en garde mardi des haut représentants des Nations Unies.

« L'environnement sécuritaire volatile est une illustration directe du manque répété de volonté politique des parties », a déclaré le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, à l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation sur la situation au Soudan du Sud. « Le gouvernement et l'opposition ne semblent ni prendre les négociations politiques au sérieux, ni être disposés à faire les compromis nécessaires ».

En effet, selon M. Ladsous, la situation sécuritaire dans le pays n'a cessé de se détériorer au cours de l'année écoulée, depuis que la lutte de pouvoir entre le Président du pays, Salva Kiir, et son ancien Vice-président, Riek Machar, a conduit à des affrontements entre leurs factions respectives en décembre 2013. Les hostilités ont ensuite dégénéré en conflit à part entière, responsable de la fuite de près de 100.000 civils à travers le pays ayant trouvé refuge dans des bases gérées par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Un récent accord de paix entre les factions rivales avait laissé entrevoir la possibilité d'une fin définitive au conflit.

S'exprimant devant le Conseil des 15 membres, M. Ladsous a cependant dressé un bilan mitigé de la situation sur le terrain, décrivant les pourparlers de paix entre les deux parties comme souffrant « d'un grave manque de leadership, ce dernier restant obnubilé par sa quête de pouvoir plutôt que par la condition de son peuple ».

« La probabilité pour que chaque bord assouplisse sa position reste mince », a poursuivi le Secrétaire général adjoint. « A la lumière de l'environnement sécuritaire fragile, le cycle actuel des négociations de paix n'est pas susceptible de faire



d'énormes progrès ».

M. Ladsous a expliqué que dans la mesure où les pourparlers de paix d'Addis-Abeba sur la question du partage du pouvoir étaient actuellement dans l'impasse, les perspectives concernant les aspects sécuritaires, les réformes constitutionnelles et la situation humanitaire dans le pays n'étaient pas des plus réjouissantes.

Selon l'ONU, les bases de l'Organisation à travers le Soudan du Sud abritent actuellement plus de 110.000 personnes déplacées internes, sans compter 1,5 million de personnes supplémentaires déplacées dans le pays et 500.000 autres ayant trouvé refuge à l'extérieur du pays. Les phénomènes de déplacement, a ajouté M. Ladsous, sont amplifiés par les combats en cours.

« J'exhorte le Conseil à envisager d'émettre une déclaration présidentielle forte appelant les parties à cesser immédiatement toutes les opérations militaires et à réaliser les compromis nécessaires pour parvenir à un accord de paix global au cours de cette ronde de négociations, ou à en subir les conséquences », a appelé le Secrétaire général adjoint.

S'exprimant également devant le Conseil, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, Ivan Šimonović, a quant à lui dénoncé les violations des droits de l'homme dont il a été le témoin lors de sa récente visite dans le pays.

M. Šimonović a de plus peint un tableau relativement sombre de la situation au Soudan du Sud, mentionnant notamment des familles entières qui ont été exécutées sur la base de leur appartenance ethnique, des centaines de personnes abattues dans un hôpital, des enfants soldats menaçant des civils et des femmes violées.

« De nombreux responsables gouvernementaux m'ont dit que le peuple du Soudan du Sud s'est battu pendant des décennies pour sa dignité, son indépendance et les droits humains. Ce que j'ai pu constater durant ma mission n'a certainement rien à voir avec ce pour quoi il s'est battu », a observé M. Šimonović, ajoutant qu'après des décennies de meurtres et de violations des droits de l'homme, le pays avait désormais besoin d'un changement culturel fondé sur le respect de la vie humaine.

« Il suffit de deux dirigeants pour mettre fin à une guerre au Soudan du Sud, mais il faut beaucoup de monde pour maintenir une paix durable », a-t-il ajouté, soulignant que le processus de paix, comme tout futur accord politique, dépendait de l'inclusion de toutes les parties prenantes nationales et de la capacité des autorités à briser le cycle de l'impunité.

L'OMS lance un appel de fonds d'un milliard de dollars pour aider quatre pays en crise



24 février - L'Organisation mondiale de la Santé des Nations Unies (OMS) a lancé mardi un appel de fonds d'un milliard de dollars en direction de la communauté internationale afin de porter assistance à quatre pays ravagés par les conflits.

« De terribles conflits et des services de santé en difficulté menacent la santé de dizaines de millions de personnes en République centrafricaine, en Iraq, au Soudan du Sud et en Syrie », a déploré l'OMS dans un communiqué de presse rendu public à Genève.

Pour y répondre, l'agence de l'ONU a appelé la communauté internationale à donner un milliard de dollars de financement supplémentaire afin de soutenir ses efforts et ceux de ses partenaires « pour traiter, vacciner et octroyer un vaste éventail de services de santé vitaux nécessaires aux populations dans le besoin ».

L'appel de l'OMS a été lancé à l'issue d'une réunion à Genève, réunissant les secteurs santé des organisations humanitaires et plus de 50 pays donateurs, ainsi que d'autres Etats membres. Les quatre pays concernés par l'appel ont été classifiés par l'OMS comme étant des priorités absolues eu égard des besoins en assistance d'urgence de leurs populations.

« Ce nombre sans précédent de situations d'urgence humanitaire, combiné avec la réponse à l'épidémie d'Ebola en Afrique

de l'Ouest, ont démontré la capacité de l'OMS à répondre aux urgences de santé majeures », a déclaré le Sous-directeur général de l'OMS, Dr. Bruce Aylward. « Mais les énormes défis qu'elles posent soulignent également les besoins importants – et les lacunes de financement – auxquels l'OMS et nos partenaires de santé, des ONG aux autres agences onusiennes, sont confrontés », a-t-il ajouté.

Dans l'ensemble, sur le milliard de dollars réclamé, 322,7 millions permettront de financer des activités à l'initiative de l'OMS et 687 millions soutiendront des actions prises en charge par ses partenaires, afin d'offrir une assistance en matière de soins de santé à 25 millions de personnes au total, en majorité des femmes et ses enfants.

Selon l'OMS, la répartition des fonds par pays sera la suivante : en République centrafricaine, 48 millions de dollars seront nécessaires pour venir en aide à 1,4 million de personnes ; en Iraq, 218,7 millions de dollars permettront de venir en aide à 4 millions de personnes ; au Soudan du Sud, 90 millions de dollars seront nécessaires pour venir en aide à 3,3 millions de personnes ; enfin, en Syrie, 687 millions de dollars permettront d'aider 16,4 millions de personnes. Plus de la moitié des fonds demandés par l'OMS sera par conséquent destinée au financement d'activités dans ce dernier pays, déchiré depuis plus de trois ans par une guerre civile.

Yémen : l'ONU reconduit pour un an les sanctions contre les ennemis de la paix dans le pays



24 février - A l'occasion d'une réunion sur la situation au Yémen, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté mardi une résolution reconduisant pour une période de un an les sanctions imposées à ceux qui menacent la paix dans le pays.

La nouvelle résolution adoptée par le Conseil à l'unanimité de ses 15 membres reconduit jusqu'au 26 février 2016 le gel des avoirs et l'interdiction de voyager aux personnes et entités se livrant ou apportant un appui à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen.

Le texte proroge également jusqu'au 25 mars 2016 le mandat du Groupe d'experts chargé d'appuyer le Comité créé pour superviser les mesures de sanction adoptées par les membres du Conseil.

Le Groupe d'experts devra présenter un bilan à mi-parcours, ainsi qu'un rapport final au plus tard le 24 février 2016.

Dans cette résolution, les membres du Conseil de sécurité « demandent de nouveau à toutes les parties yéménites de choisir la voie du dialogue et de la concertation pour régler leurs différends, de renoncer à recourir à la violence à des fins politiques et de s'abstenir de toute provocation ».

La résolution du Conseil demande également « instamment à toutes les parties et à tous les États membres, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, de coopérer avec le Groupe d'experts, et prie instamment tous les États Membres concernés d'assurer la sécurité des membres du Groupe et de leur donner libre accès notamment aux personnes, documents et lieux pertinents pour l'exécution de leur mandat ».

Iraq : l'ONU s'inquiète du sort des familles de déplacés



24 février - A l'occasion d'une visite à des familles iraqiennes récemment déplacées en provenance de la région d'al-Baghdadi, dans la province d'Anbar, deux hauts responsables des Nations Unies en Iraq se sont inquiétés mardi du sort de ces dernières victimes en date du conflit dans le pays.

« La situation dans laquelle se trouve ces familles est très inquiétante. Elles ont été assiégées pendant des jours et sont très vulnérables. Nous sommes en relation étroite avec le gouvernement afin de les aider », a déclaré la Représentante spéciale adjointe de la

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Lise Grande, dans un communiqué de presse à Bagdad.

Selon la Coordinatrice humanitaire de l'ONU pour le pays, environ 200 familles ont été évacuées de Mojama'a Al-Hay Al Sakani près de la base aérienne d'Ain Al-Asad après que les forces de sécurité iraqiennes aient brisé le siège de l'Etat islamique en Iraq et au levant (EIIL) de la région. Les familles les plus vulnérables ont été transportées par avion par les autorités iraqiennes vers Bagdad.

« Le HCR [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés] et ses partenaires continueront d'évaluer les besoins de ces familles nouvellement déplacées afin de s'assurer que leurs nombreuses vulnérabilités soient prises en charge, s'agissant notamment d'un soutien psychosocial, d'une assistance juridique, de kits familiaux et d'une aide financière pour les plus vulnérables », a quant à lui déclaré le Représentant du HCR dans le pays, Neill Wright, également présent lors la visite de familles de réfugiés.

Le HCR et la Coordination humanitaire de l'ONU ont estimé que ces familles évacuées avaient vécu en état de siège, avec un accès limité à l'eau potable, à la nourriture ou à des médicaments. Cinq enfants auraient trouvé la mort à la suite des conditions terribles endurées par les habitants de la ville assiégée par l'EIIL.

La distribution d'articles de secours d'urgence a commencé et continuera à avoir lieu dans les prochains jours afin de garantir que tous ceux qui ont trouvé refuge chez des membres de leur famille et des amis dans différents quartiers de Bagdad, reçoivent l'aide dont ils ont besoin. Les premières évaluations montrent que 65% des personnes déplacées seraient des femmes.

Environ 2,25 millions d'Iraqiens ont été déplacés à travers l'Iraq depuis janvier 2014, dont 380.000 dans le gouvernorat d'Anbar.

Une nouvelle technique de séchage du poisson améliore les revenus des Ivoiriennes, selon l'ONU



24 février - Une nouvelle technologie de séchage du poisson pourrait contribuer à réduire les risques pour la santé, accroître la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, améliorer les conditions de travail et diminuer les pertes alimentaires dans les villages de pêcheurs d'Afrique de l'Ouest, a annoncé mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'origine de cette innovation.

« Le poisson fumé est une source vitale d'alimentation et de revenus pour de nombreuses communautés côtières du continent. En Côte d'Ivoire, par exemple, on estime de 20 à 30% les prises locales marines et d'eau douce qui sont consommées sous forme de poisson fumé », a expliqué la FAO dans un communiqué de presse à Rome.

Selon l'agence de l'ONU, le poisson fumé est préféré par les populations locales à d'autres sources de protéines telles que le lait, la viande et les œufs, en raison de sa saveur, de ses bienfaits nutritionnels, de son prix compétitif et de sa durée de conservation qui oscille entre 3 et 6 mois.

Toutefois, a estimé la FAO, les fours traditionnels généralement utilisés pour préparer cet aliment de choix comportent certains problèmes.

« Avec les techniques traditionnelles de fumage, on est appelé à brûler de grosses quantités de bois, d'où, d'une part, la production d'un énorme volume de CO2 responsable d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Et d'autre part, le fumage traditionnel émet des polluants – les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), cancérigènes et dangereux pour le système respiratoire de l'homme », a expliqué une experte des industries de la pêche à la FAO, Yvette Diei Ouadi.

D'après elle, les techniques traditionnelles laissent des résidus plus importants de goudron sur le produit final, ce qui nuit à son goût et à sa qualité et le rend beaucoup plus difficile à vendre.

La technique FTT (fourneau à double fonction de cuisson et de séchage mécanique, pouvant également servir au stockage), promue par la FAO, est spécialement conçue pour aider les petites transformatrices de poisson à préparer et à commercialiser des aliments sûrs et de bonne qualité.

Selon l'agence de l'ONU, la technologie FTT, fruit de cinq ans de perfectionnements successifs, permet d'améliorer facilement les fours traditionnels et réduit sensiblement les produits cancérogènes issus du fumage. En même temps, elle diminue la quantité de combustible nécessaire et a une capacité de charge cinq fois plus grande que les fours barils traditionnels ou deux fois plus grande que le four Chorkor.

« C'est un système conçu pour affronter divers aspects des opérations de fumage du poisson », a déclaré Ndiaye Oumoulkhaïry, qui a travaillé à la conception du FTT. « Au premier plan, des questions de sécurité – pour garantir la santé des consommateurs et se conformer aux normes alimentaires internationales. Et ensuite, il s'agit de réduire les pertes après capture et d'alléger le dur labeur des transformatrices qui sont désormais moins exposées à la chaleur et à la fumée ».

Par exemple, selon la FAO, à Abobodoumé, un village de Côte d'Ivoire, les nouvelles composantes du FTT rencontrent un franc succès auprès des femmes s'occupant de la transformation du poisson. Parmi leurs préférées, selon l'agence, figure une plaque de collecte de la graisse du poisson qui leur permet de la réutiliser comme huile de cuisson ou pour la fabrication de savon.

« Nous sommes si heureuses car désormais, grâce à la technique FTT, nos conditions de travail ont vraiment changé », a affirmé Deborah Oulou, une Ivoirienne interrogée par la FAO.

« Nous travaillons désormais dans des conditions d'hygiène », a confirmé Micheline Dion Somplehi, une autre femme interrogée qui transforme du poisson à Abobodoumé. « Le FTT-Thiaroye réduit l'exposition à la chaleur, aux brûlures et à la fumée. Les opérations de fumage ne constituent plus un risque pour la santé de nos yeux, ni de notre système respiratoire ».

Selon la FAO, la réduction des temps de fumage et des risques sanitaires permet également aux femmes de consacrer davantage de temps à leurs fonctions de mère et de gardienne du foyer.

L'agence de l'ONU a par ailleurs indiqué que cette nouvelle technique rencontre également du succès dans d'autres pays africains pratiquant la pêche, dont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Ghana.

Nucléaire iranien : l'AIEA souhaite renforcer son dialogue avec l'Iran



24 février - A l'occasion d'une rencontre avec un dirigeant iranien sur la question du programme nucléaire du pays, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a rappelé lundi l'importance d'entretenir un dialogue soutenu entre l'agence onusienne et l'Iran.

Cette rencontre avec le Vice-ministre iranien des affaires étrangères, Seyed Abbas Araghchi, au siège de l'AIEA à Vienne, en Autriche, est intervenue suite à une précédente réunion, le 7 février dernier, entre M. Amano et le Ministre iranien des affaires étrangères, Javad Zarif. La réunion d'aujourd'hui avait pour objectif d'assurer un suivi des négociations entamées plus tôt ce mois-ci sur le dossier du nucléaire iranien et de contribuer à une compréhension mutuelle entre les deux parties.

Selon un communiqué de presse rendu public par l'agence de l'ONU dans la foulée de la réunion, les discussions ont porté sur la nécessité de résoudre, le plus vite possible, toutes les questions en suspens relatives au programme nucléaire de l'Iran. En outre, les deux hommes ont reconnu l'importance d'entretenir un dialogue soutenu entre l'AIEA et l'Iran.

Créée en 1957 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour encourager et faciliter, dans le monde entier, le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques, l'AIEA sert également de forum intergouvernemental pour la coopération scientifique et technique en matière de d'utilisation pacifique de la technologie nucléaire.

L'agence mène actuellement des travaux de suivi et de vérification en Iran dans le cadre d'un plan d'action conjoint impliquant une augmentation significative de la fréquence des activités de surveillance de l'AIEA dans le pays. Le plan vise à parvenir à une solution globale, consensuelle et à long terme, qui permettrait de garantir le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire de l'Iran.

Après d'un dirigeant ukrainien, Ban Ki-moon prône la mise en œuvre des accords de cessez-le-feu



24 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est entretenu lundi à New York avec le Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, Pavlo Klimkin, sur le conflit en cours dans l'est du pays.

Au cours de leur réunion, M. Ban et M. Klimkin ont abordé la question des activités de l'ONU en Ukraine liées à l'assistance humanitaire et à la protection des droits de l'homme dans les zones touchées par le conflit.

Les deux hommes ont par ailleurs convenu de la nécessité de mettre en œuvre de façon urgente et intégrale l'ensemble des mesures pour la mise en œuvre de l'Accord de Minsk sur lesquelles les parties se sont accordées le 12 février dernier, « y compris l'établissement d'un cessez-le-feu viable et durable et le retrait immédiat des armes lourdes ».

Ces mesures incluent également le retrait de toutes les formations armées étrangères, du matériel militaire et des mercenaires du territoire ukrainien, sous la surveillance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ainsi que le désarmement de tous les groupes illégaux.

Cette rencontre est survenue alors que le chef de l'ONU s'est également entretenu dans la journée avec le Ministre des affaires étrangères de la Russie, Sergey Lavrov, notamment sur le conflit en Ukraine. La semaine précédente, le Conseil de sécurité de l'ONU a quant à lui appelé l'ensemble des parties au conflit à mettre pleinement en œuvre la cessation des hostilités.

A l'issue de cet entretien, le Secrétaire général a réitéré son plein appui en faveur d'une résolution pacifique du conflit.

Centrafrique : un regain de violence provoque de nouveaux déplacements, selon l'ONU



24 février - Une recrudescence de la violence en République centrafricaine a provoqué de nouveaux déplacements à l'intérieur du pays et à travers la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), a mis en garde mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Depuis janvier, on estime que 30.000 personnes ont fui leurs maisons et trouvé refuge dans d'autres régions de la République centrafricaine, principalement dans les villes de Batangafo, dans la préfecture de l'Ouham au nord du pays, et de Bambari, dans la préfecture de la Ouaka, dans la partie centre-est du pays », a déclaré la porte-parole du HCR, Karin de Gruijl, lors du point de presse de l'agence de l'ONU à Genève.

Selon le HCR, une grande partie de la récente flambée de violence dans le pays est en rapport avec les mouvements saisonniers liés à l'élevage et aux affrontements entre les éleveurs, d'une part, et les populations locales et agricoles et les milices chrétiennes anti-Balaka, d'autre part. Certains éleveurs se sont tournés vers les milices ex-Séléka à majorité musulmane pour assumer leur protection, contribuant ainsi à envenimer le conflit, a précisé l'agence de l'ONU.

Par ailleurs, le HCR a fait état d'opérations militaires récentes visant à chasser les membres des milices ex-Séléka des bâtiments publics à Bria, une ville située à l'est de Bambari, provoquant en représailles des attaques contre des villages voisins.

Au cours de ces événements, « les populations civiles ont été prises au piège et ont vu leurs villages, leurs maisons et leurs biens incendiés. Les gens qui sont arrivés à Bambari étaient totalement démunis et désemparés. La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants, et certains s'étaient cachés dans la brousse pendant des semaines », a déploré la porte-parole.

Le HCR a distribué des articles de secours, notamment des couvertures, des jerrycans, des ustensiles de cuisine et des bâches en plastique à plus de 1.170 familles récemment déplacées à Bambari. A Batangafo, 800 familles ont également reçu ces kits d'urgence. Cependant, alors que la situation sécuritaire demeure précaire, les besoins humanitaires restent très importants, a déclaré le HCR, ajoutant que des éléments armés ont pénétré dans certains des sites pour personnes déplacées à Bambari et à Batangafo, menaçant les gens et leur extorquant de l'argent.

Ces déplacements intérieurs s'accompagnent également, selon le HCR, de flux de réfugiés en dehors des frontières de la République centrafricaine.

« Au-delà de la frontière avec la République démocratique du Congo, nous avons dénombré plus de 19.000 réfugiés qui sont arrivés sur le territoire de Bosobolo dans le nord de la province de l'Equateur à la suite de nouvelles violences constatées depuis décembre à Kouango en RCA, dans la préfecture de la Ouaka », a déclaré la porte-parole du HCR, ajoutant que les équipes de l'agence sur le terrain faisaient état d'un flux continu de réfugiés fuyant les affrontements entre miliciens anti-Balaka et ex-Séléka dans leurs villages.

« Ils disent que leurs maisons ont été brûlées et qu'ils n'ont pas d'autre choix que celui de fuir. S'ils restent dans leurs villages, ils risquent d'être torturés ou tués et les femmes sont violées », a poursuivi Mme de Gruijl.

La porte-parole a également fait mention de rapports alarmants selon lesquels des violences sexuelles seraient commises par des éléments armés en République centrafricaine.

« Le 9 février, trois filles réfugiées ont été enlevées par des éléments armés qui ont traversé la frontière avec la RDC près de Dula et les ont ramenées en République centrafricaine. Une fille qui a réussi à s'échapper nous a dit qu'elles ont été violées »

», a déploré Mme de Gruijl, ajoutant que le HCR soupçonne l'existence de nombreux cas similaires non déclarés.

La porte-parole a par conséquent appelé tous les partenaires du HCR et les autorités de la RDC à joindre leurs efforts afin de permettre le transfert des réfugiés en RDC loin de la zone frontalière.

Selon le HCR, au total, plus de 893.000 personnes ont été déplacées de force par les violences en République centrafricaine, dont 442.000 à l'intérieur du pays et 451.000 dans les pays voisins.

Ukraine : l'ONU lance un plan de réponse humanitaire d'urgence de 316 millions



24 février - A l'occasion du lancement d'un plan de réponse humanitaire d'urgence pour l'Ukraine, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a appelé mardi la communauté internationale à financer cette nouvelle initiative à hauteur de 316 millions de dollars.

A travers ce nouveau plan, la communauté humanitaire espère venir en aide aux 3,2 millions de personnes les plus vulnérables parmi les cinq millions d'Ukrainiens dont OCHA estime actuellement qu'ils ont besoin d'une assistance humanitaire.

Dans un communiqué de presse rendu public à Kiev à l'occasion du lancement du plan, OCHA a appelé la communauté internationale à financer généreusement les 316 millions de dollars nécessaires à sa mise en œuvre, pour le financement d'une large gamme d'interventions de sauvetage allant de la distribution de nourriture à la livraison de produits ménagers, en passant par l'apport de soins de santé, de soins psychosociaux, d'abris, de vêtements chauds et d'une éducation de base.

« Depuis janvier 2015, les besoins se sont intensifiés en Ukraine. La vie et la dignité des personnes dans les zones de conflit sont gravement menacées. La réponse de la communauté a été incroyable et déterminante, mais la crise va bien au-delà des capacités locales. On estime que plus d'un million de personnes sont déplacées dans tout le pays et que deux millions de personnes résident toujours dans les zones contestées, dont environ 500 mille d'entre elles résident dans des abris souterrains faiblement ou pas du tout aménagés. Tous ont besoin de soutien alors que l'accès aux services est restreint. Dans de nombreux endroits, la capacité locale à apporter une réponse a atteint ses limites », a déclaré le Coordonnateur humanitaire de l'ONU en Ukraine, Neal Walker.

« Le gouvernement de l'Ukraine fournit aux personnes qui ont été forcées de fuir leurs maisons dans l'est de l'Ukraine un logement temporaire et une aide financière ciblée, et prend actuellement des mesures pour répondre aux besoins essentiels des personnes déplacées », a déclaré le Vice-premier ministre ukrainien et Ministre du développement régional, de la construction, du logement et des services publics, Hennadiy Zubko.

M. Walker et M. Zubko ont ainsi lancé un appel à « la générosité de la communauté internationale pour financer le plan d'intervention ».

« Je suis très reconnaissant aux acteurs humanitaires pour leur engagement et leur disponibilité afin de soutenir le gouvernement de l'Ukraine dans l'intensification de son intervention humanitaire », a déclaré M. Zubko. « Cependant, les besoins sont gigantesques, et aucun pays ne serait en mesure de faire face à un tel défi de lui-même. Le soutien de la communauté internationale est très important pour le peuple de l'Ukraine », a-t-il ajouté.